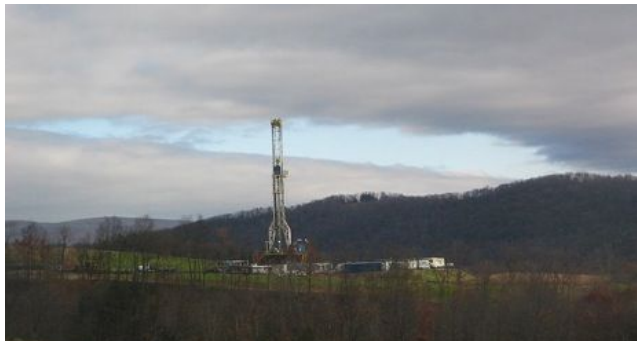


## Reprise d'un forage d'exploration des gaz de schiste en Lorraine

La folie des gaz de schiste gagnera-t-elle l'Alsace et la Lorraine ? La première a fait l'objet d'une demande d'exploration formulée en fin d'année dernière par la société américaine BNK Petroleum, requête examinée par le ministère de l'Écologie jusqu'à l'instauration de la mission d'évaluation gouvernementale début février. La seconde, elle, a vu la menace revenir avec la reprise mardi dernier dans le village de Vaxy (Moselle), au bord de la RN 74, du forage d'exploration conduit par le groupe pétrolier suédois Lundin Petroleum.



La reprise des travaux d'exploration des gaz de schiste la semaine dernière sur la commune mosellane de Vaxy a provoqué la colère des élus écologistes lorrains

Un come-back qui intervient alors que la polémique, quoiqu'en partie occultée par la catastrophe nucléaire de Fukushima 1 (Japon), reste vive sur les répercussions environnementales de l'exploitation des gaz, pétroles et autres huiles de schiste, désormais bien visibles de l'autre côté de l'Atlantique. La sortie mercredi dernier du documentaire Gasland dans les salles françaises et la proximité géographique d'un parc naturel régional ajoutent au malaise.

Installé depuis septembre 2008, le forage avait été interrompu pendant un an et demi, assez pour que les riverains puissent croire que leurs responsables avaient renoncé. Ledit forage est conventionnel, c'est-à-dire qu'il échappe au moratoire étatique. Cité par nos confrères du Républicain Lorrain, le maire Claude Lallement n'a cependant pas caché son trouble quant à la tournure des débats en France. Et de se remémorer : « on a cru que c'était la valise RTL quand la société pétrolière s'est dite intéressée par nos terrains il y a cinq ans ».

Également interrogé par nos confrères, le directeur d'exploitation France de Lundin Petroleum Alain Buisson a quant à lui implicitement dénoncé un amalgame : « les gens ont beaucoup d'idées reçues sur des méthodes qui ont cinquante ans [...] Tout est contrôlé par la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) et nous respectons des normes environnementales strictes », a-t-il assuré. « Nous ne contaminons pas le milieu, c'est une exigence légale », soutient aussi le responsable, qui a par ailleurs mis en avant la réforme à venir du code minier. Des allégations dont on doute qu'elles convainquent les écologistes, eu égard aux phénoménales quantités d'eau et de produits chimiques en tout genre que requièrent les forages. La secrétaire régionale d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) est du reste montée au créneau, dénonçant un «double langage : à Paris un moratoire et en Moselle un forage » et réclamant des explications au préfet.

Jadis minière, la Lorraine pourrait à terme voir son potentiel « schisteux » davantage convoité, ce qui sur le plan écologique équivaldrait à un retour vers le futur à même de dégénérer en scandale régional. À moins que le Parlement ne vote l'interdiction d'exploiter les gaz de schiste et l'abrogation des permis désormais appelées de ses vœux par le gouvernement